

Comment lutter contre le chômage ?

--

Les politiques de lutte contre le chômage (4/4)

--

Fichier d'activités

Étape 1 : Activités sur documents (2 heures)

Document 1

Tableau 4. Impulsion budgétaire cumulée et impact sur le PIB (2008-2017)

	2008-2010	2011-2015	2016-2017	2008-2017
<i>Impulsion budgétaire nationale</i>				
Allemagne	2,0	-2,0	1,1	1,2
Espagne	7,4	-8,4	0,1	-0,9
France	3,1	-4,5	-0,1	-1,5
Italie	1,2	-3,6	0,5	-1,8
Zone euro – 4 pays	2,9	-3,9	0,5	-0,5
Royaume-Uni	3,9	-3,3	-2,3	-1,7
États-Unis	7,1	-6,5	0,6	1,2
<i>Impact de la politique budgétaire nationale sur le niveau du PIB en volume</i>				
Allemagne	2,1	-0,9	0,9	2,1
Espagne	3,5	-11,5	1,0	-6,9
France	2,5	-4,6	0,6	-1,5
Italie	1,2	-5,0	0,3	-3,5
Zone euro – 4 pays	2,2	-4,3	0,7	-1,4
Royaume-Uni	1,7	-3,6	-1,1	-3,0
États-Unis	6,3	-7,5	1,7	0,5

Sources : Ameco, CBO, calculs OFCE.

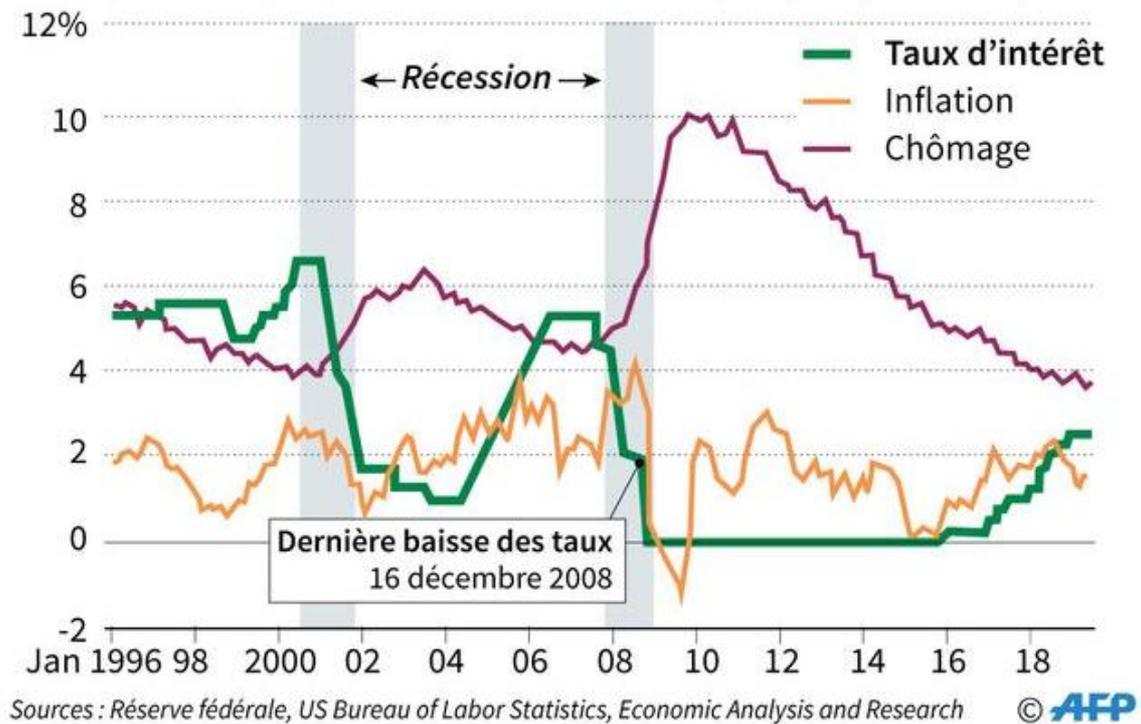
Source : Revue de l'OFCE n°155, Raul Sampognaro « Les effets de la politique budgétaire depuis 2008 dans six économies avancées »

Note : Une impulsion budgétaire positive correspond à une augmentation des dépenses et une baisse des recettes. Une impulsion négative correspond à une baisse des dépenses et une hausse des recettes.

1. Quel type de politique budgétaire les pays ci-dessus ont-ils mené de 2008 à 2010 ?
2. Quel a été l'effet sur la croissance économique ?
3. Selon vous, quel en pourrait en être l'effet sur le chômage ? Expliquez.

Document 2

Evolution du taux d'intérêt directeur, de l'inflation et du chômage aux Etats-Unis



Source : AFP, d'après des données de la Fed, juillet 2019

1. Comment le chômage a-t-il évolué de 2008 à 2010 ?
2. Face à cette évolution, quelle a été la politique monétaire mise en place par la Fed ? Appuyez votre réponse sur des données du graphique.
3. Cette politique a-t-elle eu des effets sur le chômage ?

Document 3

Les premières mesures d'allègement des cotisations sociales employeurs prises à partir de 1993 étaient centrées sur les bas salaires, inférieurs à 1,3 SMIC [...] avec pour premier objectif le soutien à la création d'emplois peu qualifiés [...]. Les entreprises, dont la structure des salaires était concentrée sur les bas salaires, ont bien réagi aux baisses de charges [...] en augmentant fortement l'emploi : une baisse du coût du travail de 1% amène les entreprises du secteur manufacturier à augmenter l'emploi de 1,7% [...] Nous

pouvons quantifier l'impact attendu a priori sur l'emploi de l'allégement supplémentaire de 4 points de cotisations sociales à compter du 1er octobre 2019 (entre 1 et 1,6 SMIC): entre 80000 et 200000 emplois créés ou sauvegardés.

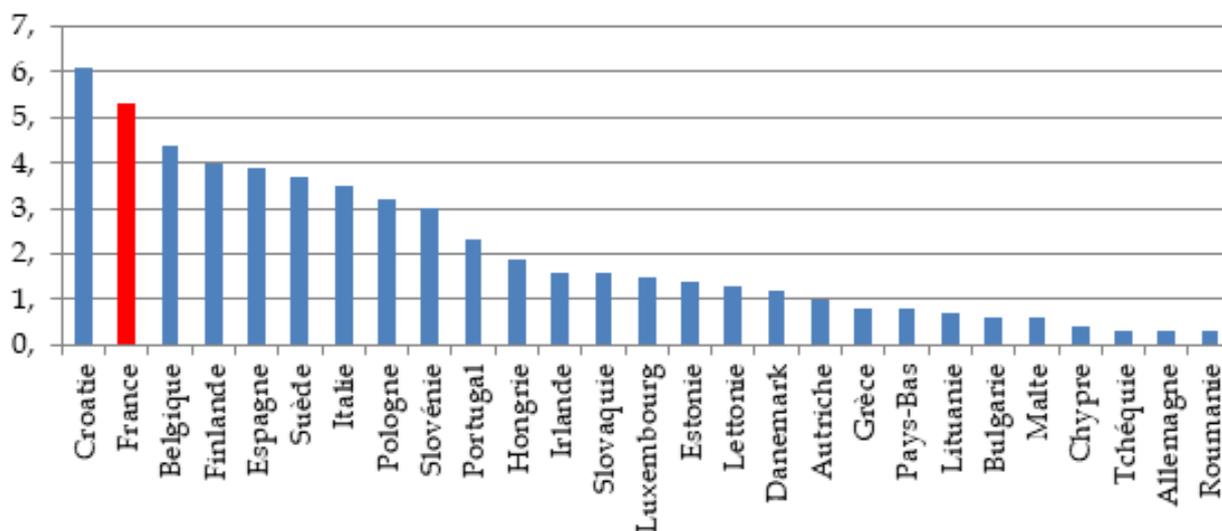
Source : Yannick L'Horty, Philippe Martin et Thierry Mayer, « Baisses de charges, stop ou encore ? », les notes du CAE, janvier 2019.

1. A l'aide de vos connaissances, expliquez de quoi se compose le coût du travail.
2. Pourquoi l'Etat a-t-il décidé d'abaisser les cotisations sociales patronales ? Qui était concerné par la mesure ?
3. Quel a été l'effet de cette mesure sur l'emploi ?
4. Selon vous, quelle peut être la limite de cette mesure ?

Document 4

Graphique a

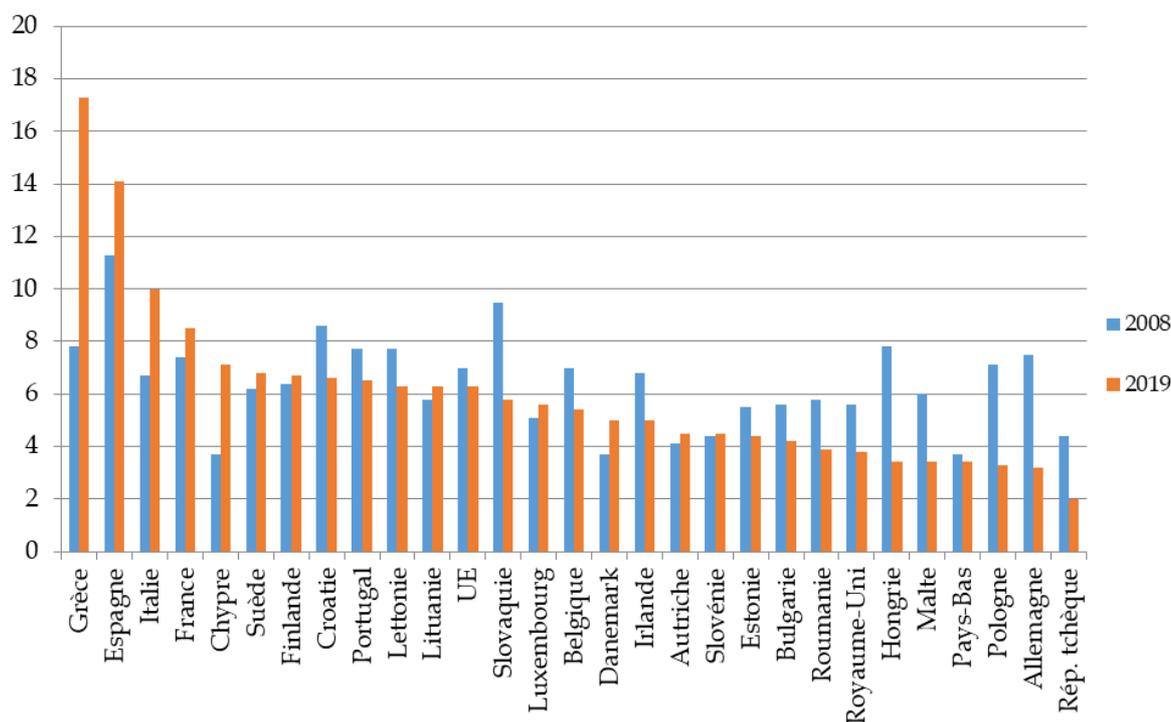
Part des contrats d'une durée inférieure à 3 mois dans l'emploi salarié dans l'UE en 2019 (%)



Source : Eurostat. D'après « Évolution et paupérisation d'une partie des Français », rapport d'information 2022, senat.fr

Graphique b

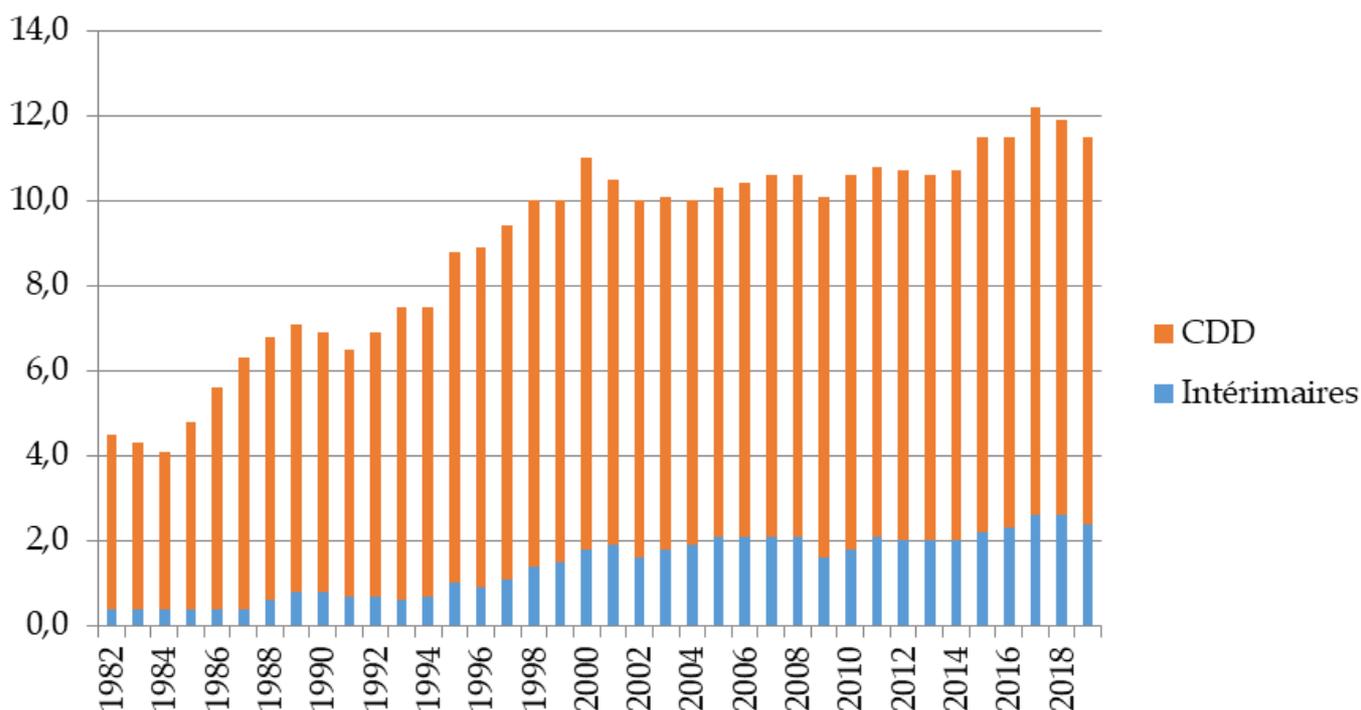
Taux de chômage dans l'UE en 2008 et 2019 (%)



Source : INSEE. D'après « Évolution et paupérisation d'une partie des Français », rapport d'information 2022, senat.fr

Graphique c

Part des CDD et intérimaires dans l'emploi total depuis 1982



Source : INSEE. D'après « Évolution et paupérisation d'une partie des Français », rapport d'information 2022, senat.fr

1. Que dire de la place de la France en termes de contrats courts et de taux de chômage dans les classements européens ? Appuyez votre réponse sur des données chiffrées.
2. De quelle forme d'emploi les contrats de moins de 3 mois relève-t-il ?
3. Comment cette forme d'emploi a-t-elle évolué depuis 1982 ?
4. Rappelez en quoi consiste la flexibilité quantitative externe.
5. A l'aide des trois documents, montrez que cette politique a des limites.

Etape 2 : Tâche finale (2 heures)

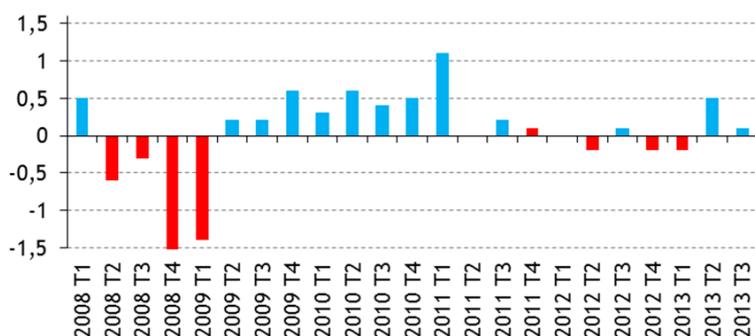
Epreuve composée

Partie 3 - Raisonnement à partir d'un dossier documentaire

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'une politique budgétaire de soutien de la demande globale permet de lutter contre le chômage.

Document 1

France : Evolution trimestrielle du PIB (en %)



Taux de chômage en France (% de la population active)



Source : INSEE

Document 2

	Plan de relance net ¹ (en % du PIB de 2008)	Évolution du PIB (en % par rapport à l'année précédente)				Taux de chômage (en % de la population active)				Solde public (en % du PIB)	
		2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2010
Allemagne	3	3,4	0,8	- 5,6	3,9	8,6	7,4	7,7	6,9	0,2	- 4,2
France	0,6	2,4	0,2	- 2,9	2,0	8,0	7,5	9,1	9,3	- 2,6	- 6,9
Italie	0	1,4	- 1,3	- 5,1	1,1	6,1	6,7	7,8	8,4	- 1,5	- 4,2
Royaume-Uni	1,4	2,4	- 0,5	- 4,2	1,7	5,4	5,7	7,6	7,9	- 5,2	- 9,3
États-Unis	5,6	1,8	- 0,3	- 2,8	2,5	4,6	5,8	9,3	9,6	- 2,7	- 10
Japon	2	1,7	- 1,1	- 5,4	4,2	3,8	4,0	5,1	5,1	- 2,5	- 6,7

1. Différence entre les hausses de dépenses publiques et celles des recettes par rapport au PIB. L'Italie a accru ses dépenses de 0,3% de son PIB mais, parallèlement, elle a augmenté ses recettes de 0,3%, ce qui conduit à un plan de relance net de 0% de son PIB.

Sources : OCDE, Commission européenne.

Document 3



Le gouvernement a lancé, le 3 septembre 2020, **un plan de relance historique de 100 milliards d'euros** pour redresser l'économie et faire la « **France de demain** ». Inscrit dans la continuité des mesures de soutien aux entreprises et salariés lancées dès le début de la crise de la Covid-19, ce plan vise à **transformer l'économie** et **créer de nouveaux l'emploi**. Il repose sur trois piliers : l'écologie, la compétitivité et la cohésion. « Nous avons su répondre rapidement et massivement à l'urgence économique dès le mois de mars. Avec toujours le même objectif : améliorer et ajuster notre dispositif en fonction des remontées du terrain, en étant à l'écoute de l'ensemble des acteurs. Fin juillet, 470 milliards d'euros ont été mis sur la table pour soutenir nos entreprises, en particulier les TPE/PME, et pour protéger les salariés. », affirme Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances.

Source : présentation du Plan France Relance, septembre 2020, [economie.gouv](http://economie.gouv.fr).